



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Mission Permanente d'Algérie
auprès de l'Office des Nations Unies
à Genève et des Organisations
Internationales en Suisse

البعثة الدائمة للجزائر
لدى مكتب الأمم المتحدة بجنيف
والمنظمات الدولية بسويسرا

N° 116 /MPAG/ CD /2022

NOTE VERBALE

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des Organisations internationales en Suisse présente ses compliments à l'Office du Haut-commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Services des procédures spéciales, et se référant à sa note verbale n° DZA/ 13/2021, du 25 janvier 2022, relative à la communication conjointe adressé à l'Algérie par trois (03) titulaires de mandats au titre des procédures spéciales du Conseil des Droits de l'Homme, à l'honneur de lui faire parvenir, ci-joint, la réponse du Gouvernement algérien à cette communication.

La Mission permanente de la République Algérienne Démocratique et Populaire auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et des Organisations internationales en Suisse saisit cette occasion pour renouveler à l'Office du Haut-commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, Services des procédures spéciales, l'assurance de sa haute considération.



Genève, le 25 mars 2022

Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme,
Services des procédures spéciales,
Fax : +41 22 917 9008
E-Mail : ohchr-registry@ un.org

République algérienne démocratique et populaire

**Mission permanente de l'Algérie
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
et des autres organisations internationales en Suisse**



République algérienne démocratique et populaire

**Réponse du Gouvernement algérien à la communication conjointe
qu'ont adressée à l'État algérien trois titulaires de mandat au titre
des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme**

DZA/13/2021

Algérie, le 25 mars 2022

Éléments de réponse à la communication de rapporteurs spéciaux du Conseil des droits de l'homme concernant la dissolution de l'association Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ)

Il convient tout d'abord de noter que le droit de créer des associations est garanti en Algérie, par l'article 53 de la Constitution : « Le droit de créer des associations est garanti. Il s'exerce par simple déclaration.

- L'État encourage les associations d'utilité publique ;
- Une loi organique détermine les conditions et les modalités de création des associations ;
- Les associations ne peuvent être dissoutes qu'en vertu d'une décision de justice. ».

Ces dispositions constitutionnelles, qui garantissent le droit de créer des associations, concordent avec les obligations internationales de l'Algérie, en particulier celles découlant du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'article 22 de celui-ci établit que toute personne a le droit de s'associer librement avec d'autres, y compris le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer pour la protection de ses intérêts. Le paragraphe 2 du même article dispose que l'exercice de ce droit ne peut faire l'objet que des seules restrictions prévues par la loi et qui sont nécessaires dans une société démocratique, dans l'intérêt de la sécurité nationale, de la sûreté publique, de l'ordre public, ou pour protéger la santé ou la moralité publiques ou les droits et les libertés d'autrui. Cet article du Pacte autorise les États à soumettre l'exercice du droit d'association à des restrictions définies par le droit interne, destinées pour l'essentiel à préserver la sécurité nationale et l'ordre public.

Conformément à ces obligations internationales et pour consacrer le droit énoncé dans la Constitution, les pouvoirs algériens ont édicté la loi n° 12-06 du 12 janvier 2012 relative aux associations, qui a pour objet de déterminer les conditions et modalités de constitution, d'organisation et de fonctionnement des associations et de fixer son champ d'application. Il convient de noter que cette loi s'applique à la création d'associations dans un vaste champ d'action, puisqu'elle couvre les domaines professionnel, social, scientifique, religieux, éducatif, culturel, sportif, environnemental, caritatif et humanitaire.

Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ) est une association nationale qui a été fondée en 1992 avec pour buts de mener des campagnes de sensibilisation à l'importance de la notion de citoyenneté, de promouvoir les activités culturelles, de protéger les droits de l'homme et de donner une voix à tous les Algériens. Depuis sa création, l'association exerçait ses activités en toute liberté et n'a fait l'objet d'aucune brimade ou restriction tant que son action respectait les dispositions de la loi n° 12-06 et ses propres statuts.

Ces dernières années, RAJ a agi en contravention de la loi relative aux associations, en particulier de son article 23, qui autorise la coopération avec des associations étrangères, mais dispose que cette coopération est subordonnée à l'accord préalable des autorités compétentes. C'est ce point que RAJ n'a pas respecté. En outre, l'association s'est livrée à plusieurs pratiques qui étaient en contradiction avec les objectifs énumérés dans ses statuts et a commis des infractions portant atteinte à la souveraineté et à la sécurité de l'État. Ce sont là les faits que le Ministère de l'intérieur a invoqués dans sa requête visant à dissoudre l'association.

Ces irrégularités commises par RAJ, qui menaçaient la souveraineté et la sécurité nationales, ont poussé le Ministère de l'intérieur, en tant qu'autorité compétente, à intenter une action en justice auprès du tribunal administratif d'Alger, le 23 mai 2021, pour exiger la dissolution de l'association. Le tribunal a rendu une décision en ce sens le 13 octobre 2021.

Observations concernant le déroulement de la procédure :

- Des membres de l'association RAJ, ainsi qu'un avocat la représentant, étaient présents ;
- Le tribunal administratif a permis à l'association d'exercer son droit de défense et de présenter ses moyens de défense ;
- Le tribunal administratif a rendu sa décision le 23 octobre 2021 après avoir examiné, conformément à la loi, la requête de la partie défenderesse (le Ministère de l'intérieur) et les moyens de la partie demanderesse (l'association RAJ) ;
- La décision du tribunal administratif est juridiquement fondée ;
- La décision du tribunal administratif peut être commentée ou contestée uniquement devant la plus haute juridiction, à savoir le Conseil d'État.

L'association RAJ a fait l'objet d'une dissolution judiciaire prononcée conformément aux dispositions de la loi n° 12-06 relative aux associations et dans le respect du droit international. L'association a pu exercer son droit de défense et répondre aux accusations portées contre elle, et elle peut encore exercer le droit que lui garantit la loi de faire appel de la décision administrative exigeant sa dissolution.

En ce qui concerne les poursuites prétendument engagées contre des défenseurs des droits de l'homme, il a été expliqué en réponse à des communications précédentes de rapporteurs spéciaux du Conseil des droits de l'homme que les poursuites n'étaient aucunement liées aux activités des personnes visées dans le domaine des droits de l'homme, mais à des infractions de droit commun.

Les autorités algériennes restent disposées à fournir tout renseignement complémentaire si nécessaire.



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

رد الحكومة الجزائرية على البلاغ المشترك الذي أرسله ثلاثة (03) مكلفين
بولايات في إطار الإجراءات الخاصة لمجلس حقوق الانسان إلى الدولة
الجزائرية

DZA / 13/2021

عناصر الرد على المذكرة الواردة من مقرري مجلس حقوق الإنسان بخصوص

حل جمعية "تجمع- عمل- شبيبة" (راج)

Rassemblement Action Jeunesse (R-A-J)

تجدر الإشارة في البداية إلى أن الجزائر تكفل حق إنشاء الجمعيات، إذ تنص المادة 53 من الدستور الجزائري أن: "حق إنشاء الجمعيات مضمون ويمارس بمجرد التصريح به.

- تشجع الدولة الجمعيات ذات المنفعة العامة.
- يحدد قانون عضوي شروط و كفاءات إنشاء الجمعيات.
- لا تحل الجمعيات إلا بمقتضى قرار قضائي".

كفل هذا النص الدستوري الحق في إنشاء الجمعيات وهو يتوافق مع التزامات الجزائر الدولية، لاسيما تلك المنصوص عليها في العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية الذي أقر في مادته 22 حرية تكوين الجمعيات مع آخرين بما في ذلك حق إنشاء النقابات والانضمام إليها من أجل حماية مصالحه كما نصت الفقرة الثانية من نفس المادة على أنه لا يجوز أن يوضع من القيود على ممارسة هذا الحق إلا تلك التي ينص عليها القانون وتشكل تدابير ضرورية في مجتمع ديمقراطي لصيانة الأمن القومي أو السلامة العامة أو النظام العام أو حماية الصحة العامة أو الآداب العامة أو حماية حقوق الآخرين وحرياتهم. وفقا لهذه المادة فإن العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية أجاز للقانون الداخلي للدولة أن يضع بعض القيود على ممارسة حق الجمعيات والتي تهدف في مجملها إلى الحفاظ على الأمن القومي والنظام العام للدولة.

تنفيذا لهذه الالتزامات الدولية و تكريسا للحق الدستوري، تم سن القانون رقم 06/12 المؤرخ في 12 يناير 2012 المتعلق بالجمعيات الذي يهدف إلى تحديد شروط و كفاءات تأسيس الجمعيات وتنظيمها وسيرها ومجال تطبيقها. والملاحظ أن هذا القانون وسع من مجال إنشاء الجمعيات لتشمل المجال المهني والاجتماعي والعلمي والديني والتربوي والثقافي والرياضي والبيئي والخيري و الإنساني .

الجمعية "راج" هي الجمعية الوطنية المسماة " تجمع – عمل- شبيبة " أنشأت سنة 1992 بهدف تنشيط حملات تحسيسية من أجل ترسيخ مفهوم المواطنة وترقية النشاطات الثقافية ، حماية حقوق الإنسان ومنح فرصة التعبير لكل الجزائريين، ومنذ ذلك الحين وهي تمارس نشاطها الجمعي بكل حرية ولم تتعرض لأية مضايقات أو تقييد طالما كان عملها في ظل احترام القانون 06/12 المتعلق بالجمعيات وكذا قانونها الأساسي.

خلال السنوات الأخيرة تصرفت هذه الجمعية بشكل لا يتوافق وقانون الجمعيات خاصة المادة 23 منه التي سمحت للجمعيات بالتعاون مع جمعيات أجنبية، إلا أنها أخضعت هذا التعاون لشرط الموافقة المسبقة من السلطات المختصة وهو الأمر الذي لم تلتزم به جمعية راج، كما أنها قامت بالعديد من الممارسات غير المطابقة للأهداف المصرح بها في قانونها الأساسي وارتكبت مخالفات تمس بسيادة الدولة وأمنها وهي الوقائع التي استندت عليها وزارة الداخلية في دعواها الرامية لحل هذه الجمعية.

إن المخالفات التي ارتكبتها جمعية "راج" والتي من شأنها المساس بالسيادة الوطنية والأمن القومي، دفع بوزارة الداخلية باعتبارها السلطة المختصة إلى رفع دعوى قضائية أمام المحكمة الإدارية الجزائر العاصمة للمطالبة بحل الجمعية وذلك بتاريخ 23 ماي 2021 وتم الفصل فيها بموجب حكم مؤرخ في 2021/10/13 قضى بحل هذه الجمعية.

ملاحظات بخصوص سير الدعوى:

- جمعية راج كانت حاضرة في الدعوى وممثلة بواسطة محامي؛
- مكنت المحكمة الإدارية جمعية راج من حقها في الدفاع وتقديم دفوعها في القضية؛
- ناقشت المحكمة الإدارية كلا من طلبات المدعية (وزارة الداخلية) ودفوع المدعى عليها جمعية راج وفقا للقانون وأصدرت حكمها المؤرخ في 2021/10/23؛
- المحكمة الإدارية سببت حكمها تسببيا قانونيا؛
- حكم المحكمة الإدارية لا يمكن التعليق عليه أو انتقاده إلا أمام الجهة القضائية الأعلى (مجلس الدولة).

إن حل جمعية راج كان حلا قضائيا وتم وفقا لأحكام قانون 06/12 المتعلق بالجمعيات وفي ظل احترام القانون الدولي وقد استفادت الجمعية من حقها في الدفاع والرد على الادعاءات الموجهة لها ويبقى لها الحق في ممارسة طرق الطعن التي يكفلها لها القانون في الحكم الإداري الذي قضى بحلها.

أما فيما يخص المتابعات المزعومة للمدافعين عن حقوق الإنسان، فقد تم التأكيد في الرد على المذكرات السابقة الواردة من مقرري مجلس حقوق الإنسان على أن هذه المتابعات لا صلة لها مطلقا بنشاطهم في مجال حقوق الإنسان وإنما بارتكابهم لجرائم القانون العام.

تبقى السلطات الجزائرية على استعداد لتقديم أية معلومات إضافية إذا اقتضت الضرورة ذلك.